



Ecrire à voxpopuli2009@gmail.com

Mercredi 8 juillet 2009 - Page 7

Gharbi : obligé de tuer

Victor Hugo disait : «J’ai vu la mort qui chevauchait un cheval mort et j’ai vu la honte qui chevauchait un cheval pourri.» Gharbi n’était pas un tueur né, la France, il n’est pas allé lui livrer bataille en mercenaire outre-mer ! C’est plutôt le contraire dont il est question, ce sont eux qui sont venus le spolier de tout ce qu’il avait de plus cher et c’est, contraint, qu’il a dû tuer pour l’honneur de la patrie. Durant les années folles, c’est avec amertume et le cœur serré qu’il a dû reprendre les armes contre la chair de sa chair qui a perdu sa boussole et avait entrepris d’immoler l’Algérie sur l’autel de la terreur.

Gharbi, du haut de ses soixante-douze ans, a fait le choix qui répondait le mieux à ses idéaux, il ne pouvait renier son passé. Certes, il a commis l’irréparable en ôtant une vie, ce qui appartient seulement à Dieu et non aux hommes, mais lui a-t-on vraiment laissé le choix ? Lui qui était persuadé que son Algérie était en danger de mort. Car ce n’est certainement pas pour sa propre protection qu’il a agi, sachant qu’il a déjà fait don de sa vie, plutôt deux fois qu’une. Que peut-on bien lui ôter maintenant ?

Farid Boutrid

Entre réalités et conjonctures

En prévoyant un prix de référence de 37 dollars le baril de pétrole, lorsqu’il a élaboré la loi de finances 2009, alors qu’il était calculé sur la base de 19 dollars, avant l’adoption de la loi de finances complémentaire de 2008, le gouvernement Ouyahia, sur instruction de Bouteflika, a voulu, sans doute, améliorer le quotidien des Algériens.

Cependant, il est significatif de relever que cette tendance haussière est intervenue à moins d’une année de la présidentielle d’avril 2009. Egalement, il est à souligner que deux ordonnances y ont été promulguées par le président de la République, avant leur adoption par l’APN, il s’agit de l’ordonnance 08/02, relative à la loi de finances complémentaire pour 2008 ainsi que l’ordonnance 08/03, relative au salaire du membre parlementaire.

D’ailleurs, elles ont été adoptées en septembre 2008 par l’APN, qui, deux mois plus tard, a modifié la Constitution le 12 novembre 2008, pour permettre un troisième mandat à Bouteflika. En politique, ça s’appelle «du dominant-donnant». Soit. Ouyahia a maintenu le prix référentiel de 37 dollars, alors que les recettes de l’Algérie sont estimées à environ 30 milliards de dollars en 2009, alors qu’elles étaient de 76 milliards de dollars en 2008 et 60 milliards de dollars en 2007. Il est clair que, en termes de recettes, celles-ci vont diminuer de plus de la moitié comparativement aux deux dernières années.

Lors des 4 premiers mois de l’année en cours, elles avaient atteint les 13,1 milliards de dollars, tout en indiquant que notre production est actuellement de 1,2 million de barils/jour.

Compte tenu des objectifs exprimés par le gouvernement, dans le cadre du programme quinquennal, notamment en matière de créa-

tion d’emplois et de relance économique, en tenant compte également de la réalité de nos recettes, tout en n’omettant pas la crise financière mondiale, sera-t-il possible à Ouyahia de maintenir son cap ? Notons que le taux de chômage était évalué à 12,09% sur une population de 35,1 millions, ce qui représente plus de 4 millions de sans-emploi. Il est vrai que les prévisions du gouvernement en la matière tablent sur la création de 3 millions de nouveaux emplois, mais en cinq ans. Et en cinq ans, à combien sera évaluée la population algérienne et celle des sans-emploi ?

Chaque habitant doit percevoir annuellement une manne de 526 500,00 DA !

Aussi, une enveloppe de 150 milliards de dollars est affectée pour le financement dudit programme. Autrement dit, ce sont les recettes prévisionnelles des cinq prochaines années, à raison de 30 milliards de dollars par an, qui vont être mobilisées pour la concrétisation du plan quinquennal (2009-2013).

Force est de reconnaître que le pari sera difficile à réaliser, d’autant plus que les variables, en termes économiques, sont nombreuses, à commencer par la non-maîtrise des prix du pétrole. L’amélioration des conditions de vie des Algériens n’est pas une mince affaire, du fait que de nombreux manques vitaux de surcroît demeurent insatisfaits. Mais aussi très revendiqués. Et ce, malgré un PIB (produit intérieur brut) de l’ordre de 8 100 dollars par habitant et par an. En reconvertissant, sur la base de 65 dinars, il sera aisé de déduire que chaque habitant doit percevoir annuellement une manne de 526 500,00 DA, soit 43 875 DA le mois. A dire vrai, c’est là une opération

simple, voire simpliste.

Toutefois, il est vrai que les règles de l’économie ne sont pas articulées de la sorte. Cependant, toutes les théories économiques, qu’elles soient de gauche ou de droite, doivent travailler pour le bien-être des citoyens pour lesquels elles sont destinées. Et qu’en est-il de la nôtre ?

Présentement, l’économie algérienne est rentière. Elle est constituée exclusivement de la rente pétrolière. Cette dépendance a fait réagir presque tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 1988 à ce jour. Tous, sans aucune exception, ont essayé, du moins ont prévu de s’en affranchir. Mais en vain.

L’actuel gouvernement a projeté d’injecter 1000 milliards de dinars en cinq ans, soit 200 milliards de dinars par an, dans le secteur de l’agriculture, pour gagner le pari de l’auto-suffisance alimentaire.

Nonobstant cette enveloppe financière, conséquente d’ailleurs, aucune explication n’est fournie, par contre, quant aux résultats atteints dans le domaine de l’agriculture dans les années précédentes (2005-2008).

Par voie de conséquence, force est de constater qu’aucun bilan n’a été rendu public pour justifier les budgets alloués audit secteur. Il est de même pour l’évaluation des différents programmes, à l’instar du FNDRA.

Vérité des prix pour vérité des salaires

Il devient inutile de préciser qu’aucune avancée ne peut se réaliser si l’on continue à occulter la phase des bilans, car c’est le fondement essentiel d’une quelconque planification. Estimé à 2,5 millions d’unités, le déficit en matière de logement semble constituer une

priorité pour le gouvernement, puisque cet objectif est reconduit pour le prochain quinquennat. Avant de se fixer comme objectif la réalisation d’un million de logements, le gouvernement est-il réellement revenu en arrière pour identifier les causes qui l’ont empêché d’achever dans les délais le programme antérieur qui prévoyait également 1 million d’unités. Entre autres causes, celle du foncier. A-t-on dégagé les surfaces urbanisables et qui n’éveilleraient pas une cascade de litiges fonciers ?

Le gouvernement s’est aussi engagé à revaloriser le SNMG, tout en ne divulguant pas de combien sera-t-il prélevé. Toujours est-il, le SNMG est calculé sur la base de 12 000 DA et le point indiciaire à 30 DA. Si dans le domaine du commerce, le gouvernement applique la vérité des prix, il n’en demeure pas moins qu’il en fait abstraction quand il s’agit de la politique salariale. A titre illustratif, l’huile est vendue entre 450 DA et 600 DA, c’est son prix de revient. En revanche, l’allocation-chômage (RMI) est fixée en France à 400 euros, ce qui équivaut 40 000 DA en monnaie algérienne. Une allocation qui fait plus de 3 fois notre SNMG.

Ceci étant, il devient inutile de parler du SNMG des Français. Car il est de 1000 euros, soit 100 000 DA. Alors, vérité des prix pour vérité des salaires, à quand un SNMG à cent mille DA. C’est cela le minimum garanti pour une vie descende et non pour une survie inconvenante.

Après avoir été éloignée du peuple, en logeant dans des résidences hautement sécurisées, tout en étant gracieusement rémunérée, l’APN trouvera-t-elle assez d’honnêteté et de clairvoyance pour défendre ce SMIG ?

Par Azzedine Aggoune, observateur non politique

VOS MESSAGES

● Lettre à Monsieur le Wali

J’ai l’insigne honneur de venir auprès de votre haute personnalité plaider en faveur des cadres administratifs marginalisés. Nous nous retrouvons réduits au statut de simples spectateurs passifs de la vie de notre wilaya, voyant ainsi notre potentiel galvaudé. Monsieur le Wali, de grâce, écoutez le cri de nos cœurs meurtris et inquiets. Par cette démarche, nous voulons par nous-mêmes vous faire part de la réalité de notre condition, réalité qui n’a certainement aucun rapprochement avec celle qui vous est rapportée par vos collaborateurs. Combien d’énarques ne trouvent même pas de bureau où passer leur journée pour laquelle ils sont rétribués, après avoir capitalisé plus de 25 ans de service au niveau de la wilaya et des communes ? Monsieur le Wali, vous êtes le seul et dernier espoir pour cette frange d’administrateurs désorientée. Tous diplômés de la prestigieuse Ecole nationale d’administration, nous avons donc d’autres rêves au départ, d’autres ambitions. Nous aurions aimé, nous aussi, être au-devant de la scène, comme certains privilégiés qui n’ont pas forcément fourni plus

d’efforts que nous pour y arriver. C’est ainsi que nous avons pu, grâce à notre imagination et à notre persévérance, fonder et entretenir nos familles par les fruits de nos efforts, juste pour subsister. Néanmoins, ce qui est d’autant plus regrettable, c’est que la majorité des honnêtes fonctionnaires triment à longueur de journée pour essayer de survivre jusqu’au lendemain et voir ensuite comment renouveler cet exploit quotidien.

Monsieur le Wali, nous vous prions d’user de vos prérogatives, afin d’asseoir une équité qui a grandement fait défaut. Aujourd’hui, au niveau des institutions publiques de la wilaya de Jijel, il relève du miracle d’obtenir un emploi supérieur sur la seule base du mérite ou de la compétence. Non, cela n’existe plus. Il y a désormais d’autres prérequis, qui n’ont rien à voir avec le profil académique et professionnel du postulant. L’intervention d’un haut fonctionnaire influent en faveur du postulant est tout sauf des critères objectifs.

Monsieur le Wali, nous avons essayé, avec ces mots, de vous faire part de notre réalité quotidienne. Puissiez-vous ajouter à votre parcours impressionnant d’homme d’Etat, le retentissement, que nous souhaitons saluair, de votre intérêt porté aux cadres de l’administration,

issus de la même école que vous, à travers une réaction conséquente à la hauteur de nos attentes. Monsieur le Wali, nous vous avons écrit par la voie de Vox Populi, car nous avons la forte intuition que cette lettre ne vous serait jamais parvenue par quelque autre moyen.

Nous fondons une grande partie de nos espoirs sur votre réaction, et attendons impatiemment. Veuillez agréer, Monsieur le Wali, l’expression de notre respect.

H. B.

● Toutes les soupes ont une faim...

Dis-moi avec qui tu soupes, je te dirai à quelle fin tu appartiens !

Aujourd’hui dîner avec soupe à la chandelle, demain soupe dans la gamelle...

Recette de soupes pour les gros pleins de soupes...

Dernière soupe, avant le dernier soupir pour les trempés...

Faut pas cracher dans la soupe...

Il ne faut pas non plus crier à la soupe !

Compter sur sa belle-mère, c’est dormir sans souper...

Alors ! Qui dort dîne...

Souper à la carte... avec un cheveu sur la soupe...

Soupe aux cheveux d’Afrique...

Soupe avec dîner dansant pour les otages...

Soupeur sans souper et soupière sans souper... quel festival !

Soupe de rognons pour les soute-neurs... soupe populaire pour les caves...

J’en ai assez soupé...

Hamid Dahmani

● Et les enfants de martyrs ?

A l’occasion du 47° anniversaire de l’indépendance de l’Algérie, je voudrais attirer l’attention des autorités qui célèbrent chaque année tantôt le 1^{er} Novembre 1954, tantôt le 5 juillet 1962, qui sont des dates historiques et commémoratives de tout le peuple algérien.

Cependant, il me paraît utile de rappeler qu’à aucun moment, à l’occasion de ces anniversaires, on a fait appel aux enfants de chouchada, pour assister aux différentes cérémonies de ces événements importants en hommage à leurs parents qui ont sacrifié leur vie pour une Algérie libre et indépendante.

Malheureusement, il se trouve que depuis l’indépendance, les enfants de chouchada sont absents de ces festivités. Il ne s’agit pas de

quémander l’Etat, mais juste de leur faire l’honneur de leur présence que j’estime est un droit légitime à la gloire de tous les martyrs.

Apparemment, ces cérémonies sont réservées exclusivement aux officiels et à une certaine catégorie de privilégiés.

Toutefois, une question s’impose, sommes-nous réellement des ayants droit en toutes circonstances ? Gloire à nos martyrs et vive l’Algérie !

Une fille de chahid

LE BILLET DE M. BENREBIAI Ne devient pas voleur qui veut

C’était un employé modèle mais dont les mérites ne nourrissaient pas et n’habillaient pas ses enfants. Conforté par l’impunité de son chef, malgré de grosses commissions perçues, il craqua et prit quelques miettes.

Il perdra vite sa liberté, son boulot et son honneur. C’est même son chef qui confirma la plainte de l’entreprise, comme quoi ne devient pas voleur qui veut...

M. B.

TEXTO Le 5 juillet est notre anniversaire de mariage. A mon mari et compagnon depuis 34 ans, à ma patrie que j’aime tant, à mes enfants qui sont le fruit de notre amour et les roses de mon jardin, à tous les Algériens qui sont en Algérie ou qui sont loin, je dis joyeux anniversaire.

De la part de M. l’Algérienne

Ecrire à voxtexto@gmail.com